



# LA DETTE, L'ARNAQUE DU SIECLE

**Non, nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens.**

Le déficit de la France n'est pas dû à des dépenses sociales excessives, à des salaires trop élevés, ou à un trop grand nombre de fonctionnaires, d'autant que les gouvernements successifs détruisent depuis plusieurs années les Services Publics et la protection sociale.

Ce déficit vient d'abord des **baisses d'impôts au bénéfice des plus riches**, mais aussi de la **pression des marchés financiers** qui réclament **des taux exorbitants** et **imposent** des cures d'austérité.

*« Mais, comment la **soumission aux marchés financiers**, qui a conduit à la catastrophe, ne serait-elle pas une impasse ? L'idée se renforce qu'il est temps de changer de cadre. De nombreux intellectuels et militants défrichent ce chemin. Ils ont ici la parole. Un documentaire à contre-courant des idées dominantes qui envahissent nos radios, nos journaux et nos écrans. »*

Projection-débat « **La dette, l'arnaque du siècle** »

**Mercredi 15 février 2012 à 19h30**

Maison des associations du 13<sup>ème</sup>, 11 rue Caillaux, M° Maison Blanche - entrée libre

Le débat sera animé par **Esther Jeffers**, membre du Conseil scientifique d'Attac

**Mobilisation**

**Pour un audit citoyen de la dette publique !**

déjà 55 000 signatures pour la **pétition** (texte au verso)

**Attac Paris 13**

**Association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne**

Maison des Associations, boîte n° 43, 11 rue Caillaux, 75013 Paris

Courriel : [paris13@attac.org](mailto:paris13@attac.org)

Site : [www.local.attac.org/paris13](http://www.local.attac.org/paris13)

**PETITION à signer**

## **Pour un audit citoyen de la dette publique !**

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été tout entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous nous mobilisons dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique. Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires pour que revive la démocratie.